

Session d'installation de la nouvelle Assemblée départementale

Jeudi 31 mars 2011

Discours de Gaëtan LEVITRE

Au nom des élus communistes du Conseil Général

Monsieur le Président, chers collègues,

Je tiens tout d'abord à saluer, au nom de mes camarades, la réélection de Jean-Louis DESTANS à la présidence de notre assemblée, une élection avec l'apport et le soutien des conseillers généraux communistes qui contribuent à la majorité de gauche au sein du Département.

Cette majorité a d'ailleurs été reconnue, en quelque sorte, vous me permettrez de le noter, par les électrices et les électeurs du canton de Pont-de-l'Arche qui m'ont renouvelé leur confiance ces deux derniers dimanches.

De cette campagne, parlons-en justement.

Des candidats et candidates, pour certains élus aujourd'hui, ont décidé d'avancer masqués derrière le sigle « Eure Avenir ».

Nous le comprenons. Porter le fardeau, de plus en plus lourd chaque jour, de la politique sarkozyste, c'est dur !

Ceci étant, nous ne sommes pas dupes et les électeurs non plus, puisque la droite a été sanctionnée lourdement au niveau national.

Alors, on comprend que les responsables de « Eure Avenir », entre les deux tours, aient souhaité surfer sur la vague de l'extrême droite en refusant de se positionner clairement pour battre le Front National.

Il faudra en tirer les conséquences, notamment dans cette assemblée, où l'on ne pourra pas faire fi de ce qui s'est passé, y compris dans les relations majorité – opposition.

Ceci est d'autant plus vrai avec le retour d'un ex élu, du côté de l'ouest, qui a déclaré vouloir ferrailler contre notre majorité.

Je le dis tout de suite : nous n'avons pas de leçon à recevoir de la part d'un ex-ministre de Sarkozy ! Un ministre qui s'est fait remarquer au poste où il était, entre autres, par un plan de suppression de 54 000 emplois dans le cadre de la loi de programmation militaire entre 2008 et 2012 dont 453 emplois au LRBA de Vernon !

Alors, les leçons : non merci !

Les élus communistes, et chacun ici sait de quoi je parle, se sont attachés tout au long de leur mandat à défendre les emplois industriels et à porter, avec les salariés et les populations, des solutions alternatives.

Cela a été le cas chez M-Real, Bosch ou Diffusion n°1 dans mon canton, mais aussi sur le secteur de Saint André avec Philips EGP, à Brionne avec Georgia Pacific, à Gisors aujourd'hui avec Organon – MSD...

Mais bien d'autres problèmes insolubles sont posés aux habitants de notre département. La misère ne cesse de progresser, l'école, la santé, les services publics en général, se dégradent sous les coups de boutoir des politiques de la droite ! Une politique qui plonge des familles entières dans la difficulté alors qu'une minorité de nantis vit dans l'opulence.

Non seulement, nous nous devons d'aider et d'accompagner cette population en situation de détresse, comme nous devons construire avec elle de nouvelles perspectives politiques porteuses d'espoir.

Elle n'en peut plus cette population ! Voilà le message que j'ai entendu au porte-à-porte et les élus communistes entendent bien porter dans cet hémicycle cette exigence de vivre mieux.

Oui ! Aujourd'hui plus qu'hier, le rôle du département est d'être un véritable bouclier social pour protéger les eurois face à ces politiques.

A ce sujet, la droite a mené une campagne insidieuse, lamentable, refusant d'assumer les décisions de son gouvernement sur les questions de santé ou le financement de l'aide à domicile, par exemple.

Aussi, monsieur le Président, avec Andrée OGER, nous mettrons en débat la proposition d'un service public départemental de l'aide à domicile.

Avec la même démarche qui a été la mienne en faveur de l'emploi sur le pôle papetier, nous continuerons d'exiger la prise en compte par la Région et par l'Etat d'un Pôle d'Excellence bois-papier et le financement de la chaudière biomasse, actée par la Commission de Régulation de l'Energie et attendue avec impatience par les salariés.

Nous nous devons de redonner espoir à toutes celles et à tous ceux qui souffrent et nous ont adressé un message ces deux derniers dimanches, en s'abstenant massivement, marquant ainsi leur fort manque de confiance à l'égard de la politique et « des politiques » comme ils disent.

Pour cela, il nous faut vraiment changer notre pratique politique.

Pour être plus précis, parlons très concrètement de leurs problèmes, tels qu'ils les vivent eux-mêmes, pas comme nous pouvons les concevoir à leur place, à travers des grilles de lecture toutes faites qui ne correspondent aucunement à leurs attentes.

D'ailleurs, au cour de cette campagne, lors de l'élaboration de mon programme, je n'ai rien inventé mais j'ai beaucoup appris.

Ici, comme dans toute assemblée élue, nous sommes toutes et tous devant cette responsabilité : être acteurs, avec nos concitoyens, d'une République vivante où chacune, chacun, compte vraiment.

Notre département, avec sa majorité de gauche, doit jouer un rôle moteur à travers la mise en œuvre de ses actions concrètes au service des eurois, dans le domaine social, bien sûr, auprès de nos aînés, de la famille, des personnes

handicapés ou victimes de l'exclusion, mais aussi dans le domaine de l'emploi, de la culture, de la jeunesse.

Pour finir, monsieur le Président, permettez-moi de citer Jean Jaurès par une de ses pensées qui résume la façon dont nous devrions tous concevoir notre rôle :
« Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale, sans laquelle elle n'est qu'un mot »

Je vous remercie de votre attention.